

## PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**



Commentaires : Les écologistes prônent la transparence absolue en matière de fiscalité. Ils demandent en particulier la fin des paradis fiscaux en Europe comme ailleurs.  
De plus, une harmonisation fiscale au niveau européen est absolument nécessaire pour lutter contre le dumping social et fiscal.

## PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**



Commentaires : Pour les écologistes, les impôts doivent être progressifs et soumis à des éco et socio conditionnalités.  
Pour être juste, la fiscalité doit être lisible pour être vraiment juste et équitable.  
Une autre de nos priorités fiscales est la simplification. Les crédits d'impôts doivent donc être limités aux objectifs de solidarité, de lutte contre le réchauffement climatique et de protection de l'environnement.

## PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : Bien entendu, les ODD sont pour nous prioritaires ! Il est nécessaire d'imposer aux états la contribution de 0,7% en faveur de l'aide au développement car elle est conforme à l'ODD 17. La coopération décentralisée est la base de notre politique internationale ! Néanmoins, dans le cadre du respect de l'ODD 16, il est indispensable de ne pas accorder d'aide aux états qui ne respectent pas la démocratie ou la paix.</p>	

## PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : Nous continuons de militer pour une taxation juste des transactions financières (taxe Tobin) et de réinjecter les fonds ainsi récupérés dans l'économie réelle, par exemple pour l'investissement public qui favorise la transition énergétique et la solidarité ...</p>	

## PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : Le rôle de l'AFD doit être renouvelé et rompre avec tout colonialisme économique (Françafrique). L'aide liée est donc à bannir!</p> <p>L'ODD1 est la lutte contre la pauvreté. Pour y parvenir, les échanges entre la France et les pays du sud doivent avoir l'équité pour principe et le co-développement comme objectif.</p>	

## PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : Les écologistes français militent pour un mix énergétique 100% renouvelable.</p> <p>Par conséquent, nous sommes pour l'abandon du nucléaire et, a fortiori, pour la fermeture des centrales thermiques fonctionnant avec les énergies fossiles.</p> <p>Si l'on veut atteindre l'ODD 13, il est impensable pour nous de repousser cette échéance ...</p>	

## PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p><b>Commentaires :</b> Comme le disait Fidel Castro, "l'agriculture est faite pour produire des aliments, pas de l'énergie ... Nous sommes donc favorables à l'interdiction rapide des agrocarburants qui pèsent sur les marchés des denrées alimentaires et donc aggravent les problèmes de faim dans le monde. Les agrocarburants doivent désormais se limiter aux produits de synthèse qui n'entrent pas en concurrence avec l'alimentation (par exemple à base d'algues ou de bactéries)</p>	

## PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p><b>Commentaires :</b> La lutte contre le réchauffement climatique est une priorité mondiale ... Nous devons agir vite pour enrayer ses effets dévastateurs qui touchent, malheureusement, les plus faibles qui n'ont souvent participé qu'à la marge aux émissions de gaz à effet de serre. Recueillir 1 milliard de dons est donc une excellente initiative qui doit être largement soutenue par l'Etat (par la fiscalité?)</p>	

## PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : L'ODD 2 vise la sécurité alimentaire ... Les aides distribuées, quelle qu'en soit la destination, ne peuvent mettre en danger les approvisionnements locaux. Etant donnée la priorité que nous donnons aux circuits courts, nous oeuvrons sans relâche pour que l'auto-suffisance alimentaire soit au coeur des projets territoriaux.</p>	

## PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : L'agroécologie paysanne est la garantie d'un environnement préservé en Europe mais elle est source de sécurité alimentaire et d'emplois non délocalisables sur l'ensemble de la planète. Nous n'envisageons aucune politique agricole en dehors de ce cadre !</p>	

## PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**



**Commentaires :** Le problème des migrants est la conséquence de nos actions internationales.

La France, 3ème producteur d'armes au monde, n'est pas innocente dans ce qui se passe en Syrie ou en Afrique sub-saharienne. Nous devons donc assumer nos actes économiques et accueillir dignement des réfugiés qui en précèdent d'autres, conduits à l'exil par le climat.

## PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**



**Commentaires :** Les politiques migratoires française et européenne doivent être avant tout conforme aux Droits de l'Homme. Ce n'est pas une question de charité mais de justice ...

En ce qui concerne la Turquie, l'UE doit suspendre tous les accords avec cet Etat tant qu'il ne sera pas redevenu démocratique.

## PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : De même que nous militons pour que les éco et socio conditionnalités encadrent toute subvention et tout marché public, nous demandons que la RSE (responsabilité sociale et environnementale) se diffuse dans toutes les entreprises ... Les multinationales ne peuvent plus y échapper et doivent être sanctionnées si elles ne tiennent pas cette RSE ... C'est pourquoi le TAFTA et le CETA ne sont pas tolérables.</p>	

## PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires : Les principaux problèmes affectant notre économie et notre société sont dus aux excès d'inégalités. Notamment, les migrations naissent de ces excès ... Adeptes du Revenu de Base, nous sommes bien entendu favorables à l'instauration d'un salaire minimum vital. De la même manière, les conditions de travail doivent s'équilibrer dans le monde et respecter les réglementations internationales !</p>	

# PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
<p>Commentaires : L'ODD 5 concerne l'égalité entre les sexes. C'est un des principes écologistes depuis l'émergence de ce courant de pensée politique. Nous souscrivons donc absolument à cette proposition et, plus particulièrement, à la lutte contre toute discrimination qu'elle soit légale, salariale ou administrative.</p>	

<p>En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.</p>	
<p><b>Nom :</b> SAUBUSSE</p> <p><b>Prénom :</b> Stéphane</p> <p><b>Département :</b> Gironde (33)</p> <p><b>Étiquette politique :</b> EELV</p>	<p><b>Date :</b> Le 25 mai 2017</p> <p><b>Signature :</b></p>